

Unité départementale du Haut-Rhin
Service prévention risques anthropiques
14 rue du bataillon de marche 24
BP 10001
67050 Strasbourg

Strasbourg, le 07/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

VELCOREX

14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU
68550 Saint-Amarin

Références : -
Code AIOT : 0006700656

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2025 dans l'établissement VELCOREX implanté 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Depuis le 01/01/2005, l'installation est soumise au système d'échange des quotas d'émission (SEQE) au titre de la combustion de combustibles dans des installations de combustion dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20MW.

Dans un porté à connaissance transmis à l'inspection 22/12/2023, l'exploitant a informé que la puissance maximale des installations de combustion est de 19,18MW au sens du SEQE (les installations d'une puissance inférieure à 3 MW ne sont pas comptabilisées). Il accompagne son porté à connaissance d'un rapport établi par un prestataire externe. Le rapport fait l'inventaire des installations de combustion , de leur puissance unitaire, de la puissance maximale et de **l'unité technique concer-**

née.

Sur la base de ces informations, l'inspection a acté la sortie du SEQE dans une lettre préfectorale du 22/05/2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- VELCOREX
- 14 RUE DU COMMANDANT MARCEAU 68550 Saint-Amarin
- Code AIOT : 0006700656
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SCOP VELCOREX a repris en date du 20/11/2023 les activités de la société VELCOREX Since 1828 qui comprennent les activités d'ennoblissement de tissus en velours et coton ainsi qu'une station de traitement des eaux usées destinée uniquement au traitement des effluents de la société Velcorex.

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Activités Annexe I directive 2003/87 CE	Code de l'environnement du 19/12/2024, article R229-5	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La puissance totale des installations de combustion est supérieure au seuil de 20MW. L'installation est bien soumise au SEQE contrairement au éléments du porter à connaissance. Il est attendu de l'exploitant qu'il présente les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre pour confirmer sa sortie du SEQE.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités Annexe I directive 2003/87 CE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/12/2024, article R229-5
Thème(s) : Risques chroniques, Quotas CO2
Prescription contrôlée : I.-Les gaz à effet de serre mentionnés à l'article L. 229-5 sont : -le dioxyde de carbone (CO2) ; -le méthane (CH4) ;

- le protoxyde d'azote (N₂O) ;
- les hydrocarbures fluorés (HFC) ;
- les hydrocarbures perfluorés (PFC) ;
- l'hexafluorure de soufre (SF₆).

II.-Les équipements et installations nécessaires à l'exploitation d'une installation nucléaire de base mentionnés à l'article L. 593-3 et les installations classées pour la protection de l'environnement mentionnées à l'article L. 511-1 qui exercent au moins une des activités énumérées dans le tableau annexé au présent article, en tenant compte des critères indiqués, sont soumis aux dispositions de l'article L. 229-5 au titre de leurs émissions des gaz à effet de serre mentionnés dans ce même tableau. (.....)

Annexe de l'article R229-5

CATÉGORIES D'ACTIVITÉS ET D'INSTALLATIONS

I.-Les valeurs seuils mentionnées ci-dessous se rapportent soit à des capacités de production, soit à des caractéristiques techniques, notamment de rendement. (.....)

Combustion de combustibles dans des installations dont la puissance thermique totale de combustion est supérieure à 20 MW (à l'exception des installations d'incinération de déchets dangereux ou municipaux)

Combustion de combustibles dans des installations d'incinération de déchets municipaux dont la puissance calorifique totale de combustion est supérieure à 20 MW, seulement en ce qui concerne les obligations de déclaration des émissions et de vérification de l'article R. 229-20 (.....)

Constats :

Dans son porté à connaissance , l'exploitant liste l'intégralité des installations de combustion de son site en indiquant une dénomination , un nombre , une puissance unitaire, une puissance totale et indique la présence de brûleurs.

L'inspection s'est focalisée sur trois installations de combustion qui ont une puissance maximale supérieure à 3 MW équipée de plusieurs brûleurs dont la puissance unitaire est inférieure à 3MW. Les installations concernées sont :

- RAME Bab 1 : 3,25 MW (10 brûleurs x 0,325 MW)
- RAME AMDES : 4,2MW (12 brûleurs x 0,35 MW)
- HFK : 4,55 MW (14 brûleurs x 0,325MW)

Ces unités constituées d'un ensemble de brûleurs d'une puissance unitaire inférieure à 3 MW n'ont pas été comptées dans le calcul des puissances totales.

L'annexe I de la directive 2003/87 CE précise la règle pour calculer la puissance calorifique totale de combustion d'une installation afin de décider de son inclusion dans le SEQE, on procède par addition des puissances calorifiques de combustion de toutes les unités techniques qui la composent, dans lesquelles des carburants sont brûlés au sein de l'installation. Parmi ces unités peuvent notamment figurer tous les types de chaudières, brûleurs, turbines, appareils de chauffage, hauts-fourneaux, incinérateurs, calcinateurs, fours, étuves, sécheurs, moteurs, piles à combustible, unités de combustion en boucle chimique, torchères ainsi que les unités de postcombustion thermiques ou catalytique. Les unités dont la puissance calorifique de combustion est inférieure à 3MW ne sont pas prises en considération dans ce calcul .

Dans son porté à connaissance , **l'exploitant s'appuie sur la notion de brûleur** avec une puissance calorifique **inférieure à 3MW pour retirer les installations de combustion « RAME Bab 1 » « RAME AMDES » « HFK » de l'addition des puissance calorifiques de combustion .**

Sur site, l'inspection a demandé quelle était la fonction des installations « RAME Bab 1 » « RAME AMDES » « HFK » . Il s'agit d'un ensemble de caisson de chauffage fonctionnant avec un brûleur d'une puissance unitaire inférieure à 3MW qui forme un tunnel (fours de fixation : version n°2 du plan méthodologique de surveillance). Pour une meilleure compréhension, l'exploitant a déclaré que les installations « RAME Bab 1 » « RAME AMDES » « HFK » étaient des fours.

Sur site, l'inspection a constaté la présence d'un ensemble de caisson accolé où la bande de tissu traverse successivement chaque caisson via une fente interne conjointedont le but est de constituer un four nécessaire à la fabrication du tissu.

Dans son guide d'interprétation de l'annexe I de la directive 2003/87CE dit « guidance 0 », la commission européenne précise la notion d'unité technique.

«lorsqu'une unité contenue dans cette liste,**par exemple un four, comporte des sous-unités également contenues dans cette liste**, par exemple plusieurs brûleurs qui fournissent ensemble la chaleur nécessaire à un certain processus de production.**Dans de tels cas, l'unité globale(dans cet exemple le four) doit être considérée comme « l'unité »** lors de la clause de regroupement ou de l'exemption de minimis."

Les unités « RAME Bab 1 » « RAME AMDES » « HFK » sont des fours d'une puissance supérieure à 3MW composés de sous-unités d'une puissance inférieure à 3 MW. L'unité technique à prendre en considération pour le calcul des puissances est le four et non la sous-unité.

La liste des installations de combustions concernées par l'addition des puissances maximales totales est la suivante :

- 2 chaudières (10,38 MW + 8,8MW = 19,18 MW)

- 3 fours (3,25 MW + 4,2 MW + 4,55MW).

La somme de toutes ces puissances est supérieure au seuil d'inclusion de 20MW, soit 27,93 MW.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est attendu de la part de l'exploitant qu'il présente les dispositions qu'il envisage de mettre en œuvre pour confirmer sa sortie du SEQE, notamment via une modification de la configuration des 3 fours (bridage de la puissance ou autre).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois